



COMMUNIQUE DE PRESSE

8 juin 2012

Contournement (FRET) Ferroviaire de l'Agglomération Lyonnaise

A L'ISSUE DES 3 GRANDS DEBATS PUBLICS ORGANISES PAR FRACTURE, LES CANDIDATS AUX LEGISLATIVES SIGNENT UNE MOTION COMMUNE

FRACTURE, fédération composée de 10 associations sur 28 communes et représentant 300.000 habitants à l'est et au sud de Lyon, lutte depuis 2001 contre le tracé de fret ferroviaire traversant les zones urbaines, et en particulier contre le fuseau « plaine d'Heyrieux-Sibelin Nord » du CFAL (Contournement Ferroviaire de l'Agglomération Lyonnaise) retenu le 15 avril 2009 par le gouvernement en place.

Afin d'informer les populations, soucieuses de l'environnement et de leur qualité de vie, **FRACTURE a organisé dans les 11^{ème} et 14^{ème} circonscriptions du Rhône, 3 grands débats publics en présence des candidats aux élections législatives, afin de les questionner sur leurs engagements et propositions à prendre en compte dans le cadre de leur campagne électorale.**

Ces 3 réunions publiques ont réuni plus de 700 personnes sur cet unique thème : le CFAL.

La problématique des transports et la conduite à tenir pour les prochaines décennies sont donc devenues un enjeu majeur dans la campagne des législatives de cette région fortement urbanisée, où continuent de s'accumuler les nuisances et risques écologiques et environnementaux.

Ces réflexions ont permis de fédérer les principaux candidats des 11^{ème} et 14^{ème} circonscriptions, conduisant à la signature d'une lettre d'engagement commune signée par chacun, et d'une motion commune pour la 11^{ème} circonscription.

Le texte de cette motion est précisé dans ce communiqué.

Celle-ci reprend les engagements qu'ils acceptent de mener après les élections dans le cadre de leurs futurs mandats ou missions respectives, qu'ils soient élus ou battus aux élections.

Ce fait rare en politique constitue pour les populations un fait majeur qu'il est bon de souligner. Il témoigne de l'opposition des candidats face aux choix proposés, qui leur a permis de dépasser les clivages habituels.

FRACTURE et son Président Jean-Louis Puchol tiennent à remercier les signataires de cet engagement et restent mobilisés pour les futures négociations avec les instances politiques.

Lettre d'engagement commune à tous les candidats

Lettre d'engagement

**NON au phasage et au tracé du CFAL
(Contournement Ferroviaire de l'Agglomération Lyonnaise)
tels que proposés par RFF**

Je soussigné(e), candidat(e) aux élections législatives françaises de juin 2012 dans la ème circonscription du Rhône, m'engage publiquement à mettre tout en œuvre pour faire suspendre les décisions en cours d'élaboration , concernant les projets de CFAL Nord et Sud avant septembre 2012.

Dans le même temps, je m'engage à obtenir pour FRACTURE, un rendez-vous avec le ministre des transports futur, ainsi qu'un rendez-vous avec le Président de mon groupe politique à l'Assemblée Nationale afin de :

1/ **Dénoncer le phasage et le tracé du Contournement Ferroviaire de l'Agglomération Lyonnaise**, tels que proposés par RFF et le ministère des transports dans sa décision ministérielle en date du 15 avril 2009

2/ **Obtenir l'étude d'un vrai contournement ferroviaire respectant les populations** et l'environnement, en conformité avec les engagements de développement durable des lois Grenelle 1 et 2.

3/ **Alerter mon groupe politique** avant la déclaration d'utilité publique de septembre 2012, sur les incohérences et la dangerosité du tracé actuellement retenu, afin qu'il s'oppose ouvertement au choix du projet de CFAL tel que proposé par RFF.

4/ **Œuvrer** pour que ces travaux soit réalisés dans un souci d'efficacité en commun avec FRACTURE et PARFER

Fait à le

Nom

Signature :

Motions commune des candidats de la 11^{ème} circonscription:

Nous Soussigné(e)s, candidat(e)s aux élections législatives dans la 11^{ème} circonscription du Rhône, nous nous prononçons contre le tracé du Contournement Ferroviaire de l'Agglomération Lyonnaise (CFAL), tel que proposé actuellement par RFF et dénonçons l'absence d'un vrai débat public contradictoire.

Nous nous opposons à la dernière décision ministérielle du 15 avril 2009 et demandons l'application de la décision ministérielle du 3 avril 2007 excluant le Val d'Ozon du périmètre d'études du CFAL et par voie de conséquence la rive-droite du Rhône.

Nous regrettons que le tracé nord et le tracé sud n'aient pas été étudiés en même temps et que les décisions les concernant ne soient pas conjointes

.../...

Nous militons pour un vrai contournement ferroviaire de l'agglomération (et non pas une traversante qui rejoint trop rapidement les lignes existantes au sud de Lyon) respectant les populations, l'environnement, les équilibres territoriaux, l'agriculture et la viticulture.

Nous estimons que l'utilisation de la rive droite du Rhône à partir de Givors est une erreur car :

- Cette ligne comporte un grand nombre de passages à niveaux
- Cette ligne passe au cœur même des villages
- Il faut préserver intacte la possibilité de réhabiliter cette ligne pour des transports de voyageurs permettant la desserte d'un grand nombre de personnes pour des trajets domicile travail ou autres

Nous souhaitons que soient à nouveau associés à ce dossier les élus locaux réunis dans le cadre de l'association PARFER et les représentants des riverains réunis dans le cadre de l'association Fracture, pour faire vivre un nouveau mode de gouvernance et d'élaboration des grands projets d'infrastructures associant la population et les élus locaux.

Nous réaffirmons que le transport de marchandises par le rail est un enjeu majeur pour le 21^{ème} siècle et qu'en conséquence, il faut un vrai contournement adapté à cet enjeu. Pour cela, nous proposons de concentrer les investissements publics nécessaires et suffisants pour une infrastructure ambitieuse quant à ses objectifs, et considérons qu'il n'est plus nécessaire de réaliser de nouvelles infrastructures autoroutières dont la région est déjà bien pourvue.

Nous appelons la population et les élus à poursuivre ce combat d'intérêt général mené depuis plus de 10 ans.

Nous militons pour la mise en place d'un grand pôle national des transports publics et la création d'un grand ministère de la planification.

Nous nous engageons en cas d'élection à porter en première priorité, notamment en organisant des rendez-vous ministériels, ces légitimes aspirations au plus haut niveau de l'État

Les Signataires :

11^{ème} circonscription

René Balme - Front de Gauche
Raymond Durand - Nouveau Centre
Georges Fenech – UMP
France Gamberre - Parti Socialiste
Jean-Charles Kohlhaas – EELV
Guy Palluy - candidat socialiste

14^{ème} circonscription

Christophe Girard - DVD-UMP
Zafer Girist - EELV
Maurice Iacovella - Alliance Centriste
Sandrine Ligout - FN
Michèle Picard - PCF

Contact Presse :

Jean-Louis PUCHOL (Président de FRACTURE)
tél. **06.16.81.78.53**

Philippe CHAPAND (Communication)
tél. **06.16.81.78.70**

FRACTURE est une fédération régionale regroupant 10 associations sur 28 communes et 4 000 adhérents.

Nous sommes partisans d'une limitation du fret routier en développant tous les modes des transports alternatifs, notamment le fret ferroviaire ainsi que le fret fluvial.

Dans le cas de création de nouvelles infrastructures, FRACTURE mettra tout en œuvre pour que leur localisation soit avant tout contrainte par une recherche du moindre impact sur la population et l'environnement et non pas du moindre coût.

S'agissant de l'impact sur la population, FRACTURE porte une attention toute particulière à la pollution sonore.

Sur l'aspect financier, FRACTURE veille à ce qu'une analyse de la valeur objective soit systématiquement menée en mettant en relation l'estimation la plus précise du coût de l'infrastructure avec son efficacité et son impact socio-économique réels.